

Décentralisation des fonds climat (DFC)



Outils d'analyse de la résilience et planification locale sensible au changement climatique

Near East Foundation consortium dans le cadre du programme Building Resilience and Adaptation to Climate Extremes and Disasters (BRACED)



Auteurs : Amara Keita et Papa Souleymane Koulibaly

Préparé par Amara Keita et Papa Souleymane Koulibaly.

Si vous avez des questions sur ce rapport, veuillez contacter:

Papa Souleymane Koulibaly à : p.koulibaly@iedafrique.org

Amara Keita à : akeita@neareast.org

Si vous avez des questions sur le projet DFC en général, veuillez contacter

Near East Foundation à info@neareast.org ou +1 315-428-8670

Sommaire

Glossaire	4
1. Introduction	5
2. Les défis de la planification locale	7
3. Approche et méthodologie	11
4. Les résultats et les leçons apprises	14
5. Conclusion	22
Références	24

Glossaire

ANACIM	Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie au Sénégal
CLOCSAD	Comités d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
COMRECC	Comités Régionaux sur le Changement Climatique
DFC	Décentralisation des fonds climat
FEWSNET	Réseau de Systèmes d'Alerte Précoce contre la Famine
GRC	Gestion du risque climatique
IED Afrique	Innovation, Environnement, Développement en Afrique
IIED	Institut International pour l'Environnement et le Développement
ISM	Institut du Sahel au Mali
ISRA	Institut Sénégalais de Recherches Agricoles
NEF	Near East Foundation
SAP	Système d'Alerte Précoce
SDADL	Service Départemental d'Appui au Développement Local
TAMD	Tracking Adaptation and Measuring Development

1. Introduction

Au Sahel, milieu aride caractérisé par une variabilité climatique élevée et croissante et par des événements extrêmes, la gestion des risques demande une adaptation en temps réel aux incidents qui se produisent de manière imprévisible et incontrôlable. Il s'agit d'éviter les conséquences néfastes tout en mettant à profit les opportunités que la variabilité pourrait offrir (Krätli, 2015). La réalisation de ces stratégies d'adaptation souples nécessite des systèmes localisés de gouvernance de la planification qui réunissent non seulement les collectivités locales mais aussi les communautés locales à travers leurs organisations, et qui intègrent dans le système de prise de décision des informations fiables sur les risques et tendances climatiques et leurs effets sur les ressources environnementales et socio-économiques. Les données issues du travail du Consortium Adaptation au Kenya indiquent que lorsque la communauté et la collectivité locales agissent ensemble, elles parviennent à mieux garantir des réponses plus appropriées pour faire face aux changements climatiques, en temps voulu et bénéfiques aux groupes les plus vulnérables. De plus, elles sont souvent plus redevables envers les citoyens et contribuent à des décisions consensuelles et, de ce fait, aptes à construire la paix (Tari et coll. 2015).

La décentralisation au Mali et au Sénégal offre un cadre institutionnel adapté pour un tel système de planification visant à faire face aux changements climatiques. Les collectivités locales sont formellement responsables de la planification, de l'aménagement du territoire, de la fourniture de plusieurs services publics, de la coordination entre secteurs et parties prenantes, de la réglementation de l'environnement et du financement

des investissements dans les biens publics qui renforcent les moyens de subsistance et l'économie. Ces rôles et activités sont essentiels pour renforcer la résilience des communautés. De plus, leur proximité sur le terrain devrait leur permettre de mettre en place des réponses d'adaptation au climat sur mesure, qui prennent en compte la diversité et la complexité des économies et des écosystèmes, ainsi que les besoins et priorités de la population locale.

Toutefois, d'une manière générale, les collectivités locales au Mali et au Sénégal ont une faible capacité institutionnelle d'intégration de la variabilité et de l'imprévisibilité du climat sahélien ainsi que des changements climatiques à court et à long terme dans la planification. Par ailleurs, bien qu'elle soit censée être participative, la planification des collectivités n'implique pas suffisamment les communautés locales dans les décisions visant



à aborder les priorités des populations, et ne s'inspire pas assez des stratégies d'adaptation des systèmes locaux de production. Pour que les mesures d'adaptation au climat aboutissent à la résilience, les systèmes formels de planification des collectivités locales doivent donner la priorité aux connaissances et perspectives locales qui, dans une large mesure, prennent en compte la variabilité et les changements climatiques (Krätli, 2015 ; Hesse et coll., 2013).

C'est dans l'objectif de renforcer les systèmes de planification des collectivités pour faire face aux changements climatiques que le consortium Near East Foundation (NEF), dans le cadre du projet de Décentralisation des fonds climat (DFC) au Mali et au Sénégal, a piloté en 2016 des approches méthodologiques d'évaluation de la résilience. Ces approches et leurs outils ont comme objectifs d'une part de raffermir les capacités de la population à apporter ses connaissances en matière d'adaptation ainsi que ses priorités dans le processus de planification, et d'autre part de permettre aux collectivités locales

d'apprécier leurs capacités institutionnelles à définir et mettre en œuvre des programmes d'adaptation aux changements climatiques à plus long terme.

Les méthodes et les outils d'évaluation, développés à partir d'une démarche de recherche-action participative, sont encore en chantier et visent à évaluer dans quelle mesure ils peuvent répondre aux défis d'une planification axée sur la résilience, garantir une représentation plus équitable des priorités des groupes vulnérables et s'intégrer au sein des systèmes de planification des collectivités locales. Ainsi, l'objectif de cette publication est de partager des leçons sur les approches méthodologiques développées au Mali et au Sénégal. Après un bref exposé des limites des capacités institutionnelles des collectivités locales quand il s'agit d'intégrer le changement climatique dans leur planification, et de la disjonction entre leurs systèmes et celles des populations, le document présente les approches méthodologiques puis une analyse de leur pertinence et les leçons apprises.



2. Les défis de la planification locale

Malgré le cadre favorable qu'offre la décentralisation, les collectivités locales ont des capacités limitées dans l'accomplissement de leurs fonctions régaliennes. En effet, au Mali et au Sénégal, la capacité du système de planification des collectivités territoriales est limitée faute de ressources suffisantes et ne permet pas de développer la résilience des populations face aux conditions climatiques défavorables.

2.1 Connaissances et capacités institutionnelles des collectivités locales

En utilisant un outil d'évaluation institutionnelle, le tableau de bord (voir section 3.1 ci-dessous), une analyse a été menée en 2016 dans le cadre du projet DFC. Axée sur trois cercles de la région de Mopti au Mali et sur un échantillon de huit communes de la région de Kaffrine au Sénégal, elle a cherché à identifier les connaissances des collectivités locales et leurs capacités à intégrer le changement climatique dans la planification¹. Cette étude a relevé les points suivants (Fisher et coll., 2016)² :

Au niveau local, le système de planification des collectivités présente les caractéristiques suivantes :

- **Faiblesse de l'intégration des changements climatiques dans la planification locale.** Dans le domaine de l'intégration du changement climatique dans la planification, le constat qui se dégage est que les capacités restent relativement faibles. Au Mali, il n'y a aucun plan au niveau des trois cercles intégrant le changement climatique et aucune action d'adaptation ne semble avoir été identifiée et financée au sein des trois cercles. La situation n'est guère meilleure dans la région de Kaffrine, où seule une commune a une planification locale qui intègre les problèmes liés au climat et où aucune commune n'a identifié ou financé une action d'adaptation. Seuls un cercle (Mali) et une commune (Sénégal) prennent en compte les connaissances et pratiques traditionnelles en matière d'adaptation, bien que certaines pratiques locales d'adaptation (par exemple la technique des cordons pierreux et du paillage) soient assez répandues dans les deux zones.

1 Au Sénégal, vu le caractère récent du département en tant qu'échelle de gouvernance locale, les conseils départementaux dans la région de Kaffrine n'ont pas encore élaboré un document de planification. Dès lors, l'étude, utilisant l'outil « tableau de bord » (voir section 3) s'est portée sur huit communes (un échantillon) à raison de deux communes par département.
2 Au Mali, il s'agit des cercles de Douentza, de Mopti et de Koro.



- **Faiblesse de l'intégration des informations climatiques.** Plusieurs mécanismes de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion des informations climatiques existent au Mali et au Sénégal. Les agences nationales de la météo (l'Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie au Sénégal et Mali-Météo) collectent, analysent et diffusent des informations sur les prévisions climatiques à travers des émissions radio, des messages sur les téléphones portables, des bulletins météo mais aussi des rencontres décennales. D'autres organisations, telles que le Centre Régional AGRHYMET, l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA), l'Institut du Sahel au Mali (ISM), ou Réseau de Systèmes d'Alerte Précoce contre la Famine au Mali (FEWSNET-Mali) produisent et diffusent des informations sur les prévisions et l'évolution de la campagne agricole, et sur les risques climatiques (Cornforth, 2014). Malgré la pléthore de sources d'information, les capacités des collectivités locales d'interpréter et d'utiliser ces informations pour guider les décisions en matière de planification restent particulièrement faibles. L'absence de produits adaptés aux contextes locaux, les délais dans la diffusion des informations, le peu de clarté sur les rôles et responsabilités des différents acteurs, et le manque de moyens sont parmi les **raisons**

évoquées pour expliquer cette situation (Fisher et coll., 2016 ; Cornforth, 2014).

- **Insuffisance de coordination institutionnelle.** Au Sénégal, les Comités Régionaux sur le Changement Climatique (COMRECC) sont les structures désignées pour la coordination et la planification des actions en direction du changement climatique. Au Mali, en dehors des Comités d'orientation, de coordination et de suivi des actions de développement (CLOCSAD) qui sont chargés d'assurer la coordination, il n'y a pas de structure pour coordonner les actions en matière d'adaptation au changement climatique, hormis le Système d'Alerte Précoce (SAP) sous la tutelle de la Préfecture. Toutefois, ces institutions sont généralement faibles du point de vue de leur fonctionnement, principalement en raison de l'absence d'un budget spécifique pour les soutenir à long terme. Au Sénégal, ce sont généralement les projets et programmes actifs dans la zone qui assurent le financement des activités du COMRECC dès que cela s'avère nécessaire. Idem pour le CLOCSAD au Mali. En ce qui concerne les échanges et contacts entre les instances de coordination, il semble exister quelques systèmes de rapports et de réunions entre les différents services déconcentrés et les instances concernées par la question du changement climatique.
- **Insuffisance des ressources financières.** De manière générale, les capacités dans le domaine de la budgétisation restent faibles. Ceci est en partie dû au manque de ressources financières et à une faible connaissance des procédures d'identification, de priorisation et de montage des projets liés au changement climatique. Par ailleurs, aucun financement n'est consacré à l'intégration de la question du changement climatique dans les politiques et plans locaux ; cela semble être pris en charge par certaines ONG isolées qui apportent parfois leur appui. En ce qui concerne le financement des situations d'urgence, des lignes budgétaires sont parfois prévues mais elles sont rarement alimentées.



- **Une faible prise en compte des couches vulnérables.** Les priorités des femmes et des enfants, principales victimes des méfaits des changements climatiques, ne sont pas suffisamment prises en compte. Bien que les femmes prennent part à la planification des actions de développement local, elles sont faiblement représentées à ce niveau et elles sont surtout présentes dans les services de l'éducation, de la santé et de l'administration.

2.2 Déconnexion entre les communautés et la planification des collectivités

L'expérience du Sahel en matière d'adaptation face aux changements dans les régimes pluviométriques entre les périodes plus humides (1950-60) et les périodes plus sèches (1970-90) suggère qu'il y a des leçons à tirer pour alimenter les politiques et pratiques d'adaptation d'aujourd'hui. Les populations locales du Sahel côtoient depuis longtemps la variabilité climatique ; l'adaptabilité fait partie intégrante de leurs systèmes de production ainsi que de leurs institutions (Krätli, 2015 ; Hesse et coll., 2013 ; Seck et Al., 2009). Leurs stratégies leur permettent de maximiser la productivité des activités de production lors des moments « d'abondance » tout en renforçant leur résilience lors des moments de « pénurie ». C'est cette flexibilité de réponse aux variations climatiques qui a permis aux sociétés de vivre au Sahel depuis des siècles.

Depuis les années 1980, les acteurs du développement appuient les populations dans leurs objectifs visant à assurer la plus haute productivité tout en réduisant les risques liés aux variations climatiques. Des activités telles que les banques de céréales, la conservation des eaux et sols, l'appui aux conventions locales de gestion des ressources naturelles, la promotion de la mobilité pastorale, la vulgarisation des variétés de cultures de courte durée, entre autres, ont été mises en œuvre. Toutefois, la planification des collectivités locales, dans sa forme actuelle, n'intègre pas suffisamment ces stratégies endogènes mieux adaptées aux contextes locaux.

Cette déconnexion entre les communautés et la planification des collectivités locales est en partie due à l'absence d'un mécanisme permettant aux populations de participer au système de prise de décision lors du processus de la planification. Les populations participent à la planification dans la mesure où elles sont consultées et encouragées à exprimer leurs priorités pour le développement local et où leurs élus, membres des conseils des communes, approuvent les budgets annuels de développement.

D'autre part, elle est aussi le résultat de la persistance d'une rhétorique de la « désertification » qui souligne la rareté et la dégradation causées par des précipitations variables et des sécheresses fréquentes, aggravées par des systèmes de production traditionnels irrationnels (Behnke et Mortimore, 2016 ; Krätli, 2013 ; Hesse, 2011). En conséquence, bien que les collectivités locales consultent effectivement la population locale sur ses priorités de développement, un plus grand accent est placé sur l'identification des besoins socio-économiques ponctuels plutôt que sur l'identification des moyens de soutenir et renforcer les stratégies d'adaptation existantes des communautés, destinées à exploiter ou à réduire le risque de variabilité climatique. Cette rhétorique continue d'alimenter la thèse de la dépendance des communautés sahéniennes et justifie les interventions visant à « stabiliser » les conditions, souvent par le biais d'investissements dans la technologie et l'infrastructure qui, sans soutien externe, sont onéreux et non durables. Par ailleurs, ces interventions ne tirent pas parti des connaissances, de l'expérience et de l'ingénuité des populations qui exploitent l'hétérogénéité et la variabilité de leur environnement ou qui s'y adaptent pendant les périodes de stress. Une telle planification a pour effet de compromettre la résilience à court terme et représente, en outre, une opportunité manquée d'exploiter le potentiel de la région afin de répondre à des changements climatiques plus radicaux dans un avenir proche.

2.3 Renforcer les capacités des collectivités locales en planification pour la résilience

C'est pour répondre à ces défis que le projet Décentralisation des Fonds Climat au Sénégal (région de Kaffrine) et au Mali (région de Mopti) a piloté des approches participatives qui cherchaient à renforcer les capacités institutionnelles des collectivités locales d'intégrer les changements climatiques au sein de leurs systèmes de planification, d'une part, et de rapprocher les collectivités locales et les populations locales dans l'évaluation de la résilience et l'identification des investissements publics d'adaptation, d'autre part.

La conception de l'approche et des outils a été basée sur deux principes fondamentaux :

- En premier lieu, leur aptitude à permettre aux populations locales, différenciées par sexe, âge, système de production et ressources, d'exprimer aux acteurs externes le fondement de leurs stratégies de subsistance face à la variabilité et aux changements climatiques. Les outils visent à fournir une plateforme permettant aux collectivités locales et aux communautés d'étudier comment les moyens de subsistance fonctionnent et interagissent, puis d'identifier les facteurs qui entravent leur résilience face aux conséquences des changements climatiques et les moyens pratiques de renforcer les capacités d'adaptation et la résilience à plus long terme. Cette compréhension devrait fournir une base sur laquelle les collectivités locales établissent les conditions institutionnelles visant à renforcer la planification et l'adaptation pilotées par les communautés.
- Le second principe est de veiller à ce que la méthode et les outils soient pertinents, accessibles et peu coûteux de sorte qu'ils puissent être intégrés dans les systèmes de planification actuels des collectivités locales. Cela est indispensable pour faire en sorte que les perspectives, connaissances et priorités locales différenciées soient institutionnalisées dans la planification et la prise de décision des collectivités locales.



2 Voir www.opidin.org/en/news

3. Approche et méthodologie

L'approche avait deux composantes :

- L'une axée sur les capacités institutionnelles des collectivités à intégrer le changement climatique dans leurs politiques et systèmes de planification en utilisant l'outil « tableau de bord ».
- L'autre axée sur les capacités des collectivités à mieux comprendre et analyser les facteurs de renforcement de la résilience des populations, ainsi que leurs différentes stratégies d'anticipation, d'absorption et d'adaptation en utilisant plusieurs outils collectivement dénommés « étude de résilience ».

3.1 Le tableau de bord

Le tableau de bord est un outil de diagnostic institutionnel dans le cadre de l'adaptation face aux changements climatiques proposé par l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED). L'outil fait partie du cadre de suivi de l'adaptation et de mesure du développement, ou cadre TAMD, de l'anglais *Tracking Adaptation and Measuring Development* (Karani et coll. 2015 ; Brooks et coll. 2011). Le cadre TAMD prévoit neuf indicateurs pour évaluer la qualité de la gestion des risques climatiques par les institutions publiques telles que les collectivités locales (voir encadré 1).

L'objectif du tableau de bord est de recueillir auprès des collectivités locales intervenant dans la gouvernance climatique, des informations portant sur leur niveau de connaissances et la manière dont les politiques nationales et sectorielles en matière de climat sont coordonnées et traduites en actions concrètes sur le terrain. Le tableau de bord s'intéresse également à l'état de la budgétisation sensible au changement climatique et à la prise en compte de la dimension genre, sans oublier les systèmes de suivi-évaluation mis en place par les collectivités territoriales pour mieux appréhender

Encadré 1 : Les indicateurs du cadre TAMD

1. Intégration des changements climatiques dans la planification
2. Coordination institutionnelle pour l'intégration
3. Budgétisation et financement
4. Connaissances et capacités institutionnelles
5. Utilisation des informations climatiques
6. Planification dans un contexte incertain
7. Participation
8. Sensibilisation des parties prenantes
9. Existence et couverture des processus locaux de gestion du risque climatique (GRC)

Source : Karani et coll., 2015 ; Brooks et coll., 2011.

et rendre performantes dans le temps les actions d'adaptation face au changement climatique.

Le tableau de bord offre ainsi un diagnostic institutionnel et organisationnel approfondi qui permet d'identifier des niches de faiblesses à renforcer et des atouts potentiels qui pourront servir de leviers.



Dans le cadre du projet DFC, certains éléments des tableaux de bord qui n'étaient pas pertinents au contexte local ont été modifiés et des indicateurs supplémentaires ont été insérés en fonction des besoins locaux. Au Mali, les questions ont été posées au niveau des cercles aux personnes représentant les secteurs touchés par le changement climatique, par exemple les domaines de l'eau, des infrastructures, de l'environnement, etc. Au Sénégal, vu le récent rôle adopté par le département dans la gouvernance locale, les conseils départementaux de la région de Kaffrine n'ont pas encore élaboré de document de planification. Dès lors, le tableau de bord qui collectionne les données relatives aux capacités institutionnelles des départements en matière d'intégration du changement climatique dans la planification s'avérait inapproprié. Ainsi, l'outil a été appliqué au niveau d'un échantillon de huit communes, à raison de deux communes par département.

3.2 Les études de résilience

L'approche utilisée au sein des études de résilience fut développée par l'Institut International pour l'IIED sur la base des outils et des méthodes de recherche participative existants. Le tableau 1 résume les étapes clés et les principaux éléments du processus. Cette approche a été mise en œuvre principalement au Mali, le Sénégal ayant opté pour une approche plus légère composée de deux outils : « la matrice de vulnérabilité » et « la grille de diagnostic participatif » (voir encadré 2).

Six évaluations participatives de la résilience ont été effectuées en 2015 dans la région de Mopti au Mali. Les études de résilience se sont déroulées sous forme d'atelier participatif de cinq jours, regroupant les représentants des acteurs locaux de chaque zone agro-écologique. Ces acteurs comprenaient des représentants de groupements socioprofessionnels (agriculture, élevage, pêche) et un représentant élu par commune. En outre, quatre représentants des services techniques du cercle et de la chambre d'agriculture y ont pris part. Au

Encadré 2 : Outils et des méthodes de recherche participative

La matrice de vulnérabilité. C'est un outil qui permet de mesurer l'exposition des ressources et des systèmes de production aux risques climatiques. L'outil permet également de déterminer le niveau de sensibilité des ressources et moyens d'existence par rapport aux risques climatiques de la zone à l'aide de scores justifiés qui sont par la suite pondérés pour avoir une valeur moyenne. Cette activité permet de déterminer l'Indice d'Impact et l'Indice d'Exposition des ressources et moyens d'existence. Elle s'adresse aux populations et aux structures techniques. Elle permet d'identifier les moyens d'existences et la sensibilité face au risque climatique.

La grille de diagnostic participatif. Conçu sous forme de tableau, l'outil permet d'identifier de manière participative dans chaque zone agro-écologique les secteurs d'activités existants, les ressources potentielles à valoriser, les facteurs de vulnérabilité et les solutions préconisées qui seront traduites en axes prioritaires d'interventions.

total, six études ont été menées, à raison de deux par zone. La dimension genre a aussi été prise en compte en intégrant des groupes de femmes aux ateliers.

Ces ateliers ont été complétés par des entretiens avec les ménages dans six villages de trois zones agro-écologiques différentes : la zone humide dans le delta central du fleuve Niger, la zone aride caractérisée par de vastes savanes entrecoupées de massifs forestiers, et la zone semi-humide à cheval entre les zones aride et humide, composée d'un important réseau hydrographique.

Le tableau 1 ci-dessous récapitule les outils employés pour chaque étape.

Tableau 1 : Les objectifs et techniques de l'approche employée pour chaque étape

Étapes/Outils	Objectifs	Techniques utilisées
Outil 1a et 1b Analyse du bien-être et des systèmes de moyens d'existence	Permet de comprendre les critères et les catégories du bien-être, comment se produisent les changements de degré de bien-être, et les types de moyens d'existence.	Animation en plénière, brainstorming et questions-réponses sur la définition de termes, qualifier le bien-être, comprendre la dynamique sociale et l'évolution du bien-être.
Outil 2 Construire les systèmes de moyens d'existence	Établir les moyens d'existence comme systèmes. Identifier les éléments fondamentaux des différents systèmes et les principaux facteurs de vulnérabilité / résilience.	Animation en plénière sur l'explication de l'exercice, travaux de groupe pour identifier les éléments du système, construire le système, identifier l'interdépendance et les relations entre les éléments essentiels du système ; restitution en plénière.
Outil 3 Calendrier saisonnier	Décrire les caractéristiques des différentes saisons et leurs impacts sur les moyens d'existence en période normale et de sécheresse. Explorer la nature, la logique et l'efficacité des différentes stratégies/actions utilisées pour anticiper, absorber et s'adapter aux dynamiques saisonnières et aux extrêmes climatiques. Permet de comprendre comment la planification de la communauté intègre la variabilité.	Animation en plénière sur l'explication de l'exercice, travaux de groupe pour identifier les différentes saisons, décrire l'impact des saisons et leurs caractéristiques sur le système de moyens d'existence, décrire les stratégies de production qu'utilisent les populations (tableaux utilisés : La variabilité saisonnière et Extrêmes climatiques). Restitution en plénière suivie de questions-réponses et quelques commentaires.
Outil 4 Échelle de résilience	Évalue à quel niveau de l'échelle de la résilience se situent les groupes de bien-être. Identifier les facteurs clés qui sont nécessaires à la résilience.	Animation en plénière, brainstorming, questions-réponses sur la définition de la résilience, l'établissement des attributs qui caractérisent la résilience. Exercice en travaux de groupe sur l'identification des facteurs qui permettront au système de moyens d'existence d'améliorer sa résilience. Restitution en plénière suivie de questions-réponses et quelques commentaires.
Outil 5 Théorie du changement	Permet de comprendre comment la résilience pourrait être renforcée et quels processus permettraient d'aboutir à un ménage plus résilient. Identifier 3 ou 4 intrants possibles pour renforcer la résilience et les indicateurs qui montreraient les améliorations.	Animation en plénière sur l'explication de l'exercice, travaux de groupe sur l'identification de 3 ou 4 actions prioritaires ; la représentation schématique des produits qui seront générés grâce aux actions ; et les effets qui seront générés grâce aux produits ; puis l'impact qui sera généré grâce aux effets. Identification des critères permettant de savoir que les produits et les effets ont été générés. Restitution en plénière suivie de questions-réponses et quelques commentaires.
Outil 6 Identifier les interventions	Identifier les interventions nécessaires pour résorber les contraintes qui affaiblissent les stratégies d'existence et pour améliorer la résilience.	
Outil 7 La priorisation	Permet de comprendre quelles interventions sont priorisées par la communauté et produit un classement qui peut se révéler utile pour la planification.	

4. Les résultats et les leçons apprises

Dans le contexte du projet DFC, l'intérêt de la mise en œuvre des outils d'évaluation de la résilience, hormis la nécessité de mieux orienter les investissements financés par le projet pour le renforcement de la résilience, a été de pouvoir tester l'utilité de l'approche et des outils pour permettre aux populations de préciser le fondement de leurs stratégies d'adaptation, d'une part, et leur éventuelle intégration dans les processus de planification formels des collectivités locales, d'autre part.

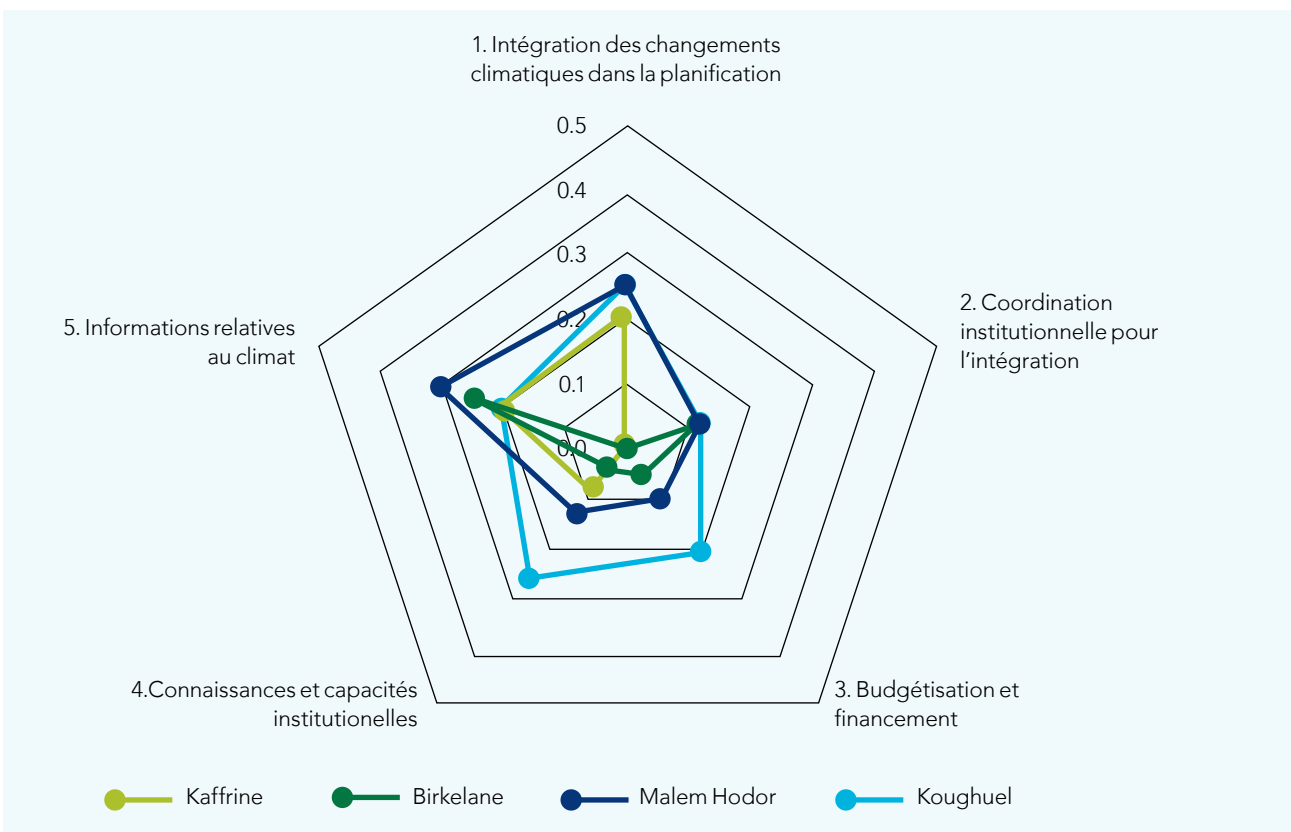
4.1 Le tableau de bord

L'expérience de la mise en œuvre de cet outil au Mali et au Sénégal a confirmé qu'il offrait un cadre de diagnostic institutionnel et organisationnel

approfondi tout en restant simple et facile à appliquer. Il est composé d'indicateurs permettant aux collectivités locales d'évaluer la gestion des risques climatiques, chaque indicateur étant sous-divisé par un certain nombre de critères utilisant un score de zéro (indicateur non rempli), un (en partie rempli) et deux (entièrement rempli). L'outil permet une appréciation relativement rapide et visuelle des capacités institutionnelles des collectivités pour une gestion intégrée des questions liées au changement climatique (voir Figure 1 ci-dessous).

Ce système de « scoring » permet d'identifier des niches de faiblesses à renforcer et des atouts potentiels qui pourront servir de leviers pour améliorer la gouvernance climatique ainsi qu'une méthode simple de suivi de l'évolution des capacités institutionnelles des collectivités.

Figure 1 : Le tableau de bord pour quatre départements, Région de Kaffrine



Il est aussi relativement simple de modifier les indicateurs des tableaux de bord pour le contexte local et d'insérer des indicateurs supplémentaires en fonction des besoins locaux.

Le tableau de bord s'intéresse à toutes les dimensions de la gouvernance climatique territoriale, au financement, à la planification et au suivi-évaluation. C'est un outil simple, administrable à faible coût et sur un délai raisonnable. Il peut compléter le guide sur la planification locale pour traiter des aspects liés à l'environnement institutionnel et des capacités voulues au niveau des acteurs locaux pour porter le processus de la planification de l'adaptation face au changement climatique. La planification locale de l'adaptation représente un enjeu vital aujourd'hui, considérant qu'il est mondialement reconnu que les changements et variabilités climatiques représentent des défis pour la mise en œuvre des plans et politiques nationaux de développement.

Pour mieux renforcer les systèmes de planification des collectivités pour faire face aux changements climatiques, il est indéniable de connaître la capacité de ces collectivités à pouvoir jouer convenablement leur rôle et cela à travers un diagnostic portant sur les dimensions de la gouvernance climatique territoriale, le financement, la planification et le suivi évaluation.

L'utilisation du tableau de bord comblera un vide au niveau de la planification de nos collectivités dans la mesure où la planification actuellement utilisée ne tient pas compte de l'analyse des capacités de la collectivité à pouvoir pleinement jouer son rôle qui lui est assigné.

La combinaison des résultats du tableau de bord et l'utilisation des résultats issus de l'analyse des outils de résilience auprès des communautés fournit ensemble d'informations et offre une meilleure analyse aux collectivités pour une bonne planification afin d'y faire face aux effets des changements climatiques

Le tableau de bord est toutefois confronté à certaines limites. Il ne traite pas des moyens de subsistance des populations ni de leurs stratégies d'adaptation locales. C'est en cela que les autres outils complémentaires, tels que la matrice de vulnérabilité et la grille de diagnostic participatif au Sénégal, et les études de résilience au Mali, ont toute leur pertinence.



4.2 Les études de résilience

Au Mali, sur le plan technique, la pertinence de l'approche et des outils utilisés lors des sept étapes pour mener une étude de résilience est indiscutable. Cette étude a permis aux représentants des communautés présents aux ateliers de mieux exprimer le fondement de leurs stratégies de moyens de subsistance face à la variabilité et aux chocs climatiques, et sur cette base a permis d'identifier et de prioriser des interventions pour le renforcement de leur résilience. À titre d'exemple, les outils ci-dessous ont été particulièrement utiles.

Le bien-être de la population et la théorie du changement

L'évaluation du bien-être des populations associée à la théorie du changement a permis une meilleure appréciation du lien entre le bien-être d'une famille et l'amélioration de la résilience, grâce aux investissements qui ont été priorités (outils 1a, 1b et 5). L'outil d'évaluation du bien-être permet aux populations de définir elles-mêmes les critères de leur bien-être, qui varient en fonction du contexte et de la culture (voir Encadré 2), tandis que la théorie du changement permet d'évaluer la chaîne de causalité découlant d'une intervention quelconque dans un système de production (dans le cas du projet DFC).

La caractérisation du bien-être des populations lors des études de résilience permet de faire l'état des lieux de la situation et permettra, à travers les indicateurs de bien-être, d'identifier l'impact des investissements sur la résilience des populations. La théorie du changement montre qu'en choisissant bien les interventions, l'ensemble des systèmes de moyens d'existence peut être renforcé pour obtenir une meilleure résilience aux changements climatiques. L'intérêt des études de résilience permet en amont d'améliorer la connaissance de ces systèmes pour en définitive identifier les stratégies d'investissements les plus adaptées.

Encadré 3 : Le bien-être selon les populations

Bien qu'associés à la richesse matérielle, les critères avancés par les populations pour décrire le bien-être démontrent une appréciation plus nuancée, mettant l'accent non seulement sur des aspects économiques mais aussi environnementaux et surtout sociaux. Par exemple :

- Sociaux – être marié, être respecté dans la société, être en bonne santé, avoir la tranquillité d'esprit, être éduqué, avoir de bonnes relations avec ses voisins, avoir une stabilité sociale ;
- Économiques – être capable d'assurer sa sécurité alimentaire, avoir un bon pouvoir d'achat ;
- Environnementaux – avoir un bon habitat, vivre dans un environnement sain.

Selon le sexe et l'âge, il peut y avoir des critères supplémentaires pour définir le bien-être. Par exemple, les femmes ont insisté sur le fait qu'être épargnées de la violence sexuelle ou des maladies sexuellement transmissibles, avoir un mariage harmonieux et pouvoir faire face aux dépenses de mariage de leurs filles sont pour elles des critères de bien-être importants. Quant aux jeunes pêcheurs de la région de Mopti, ils ont souligné l'importance d'avoir une grosse moto et des appareils de sonorisation pour leur bien-être.

La caractérisation des systèmes de moyens d'existence et le calendrier saisonnier

La construction des systèmes de moyens d'existence fut une étape importante pour en comprendre les conditions et facteurs de résilience. Ceux-ci sont de nature complexe et « systémique » et comportent plusieurs composantes hétérogènes mais interdépendantes. Les caractéristiques de chaque composante influencent et sont influencées par les autres composantes et les relations d'interdépendance ne sont pas linéaires. L'harmonie et l'équilibre entre les composantes sont essentiels au bon fonctionnement du système et donc à sa résilience (voir Encadré 4).

Encadré 4 : Approche systémique pour mieux comprendre les facteurs de résilience

Les facteurs environnementaux essentiels à l'agriculture (la terre et les pluies) ont des incidences sur les facteurs économiques (semences, équipements), car ils permettent la production agricole et peuvent soit favoriser l'économie avec des conditions favorables, soit la détruire (inondations, sécheresse). De son côté, l'économie peut également détruire l'environnement (pesticides). Pour le berger, les éléments économiques essentiels sont plutôt basés sur les animaux, et les facteurs environnementaux sont les pâturages et les réserves en eau. Les facteurs sociaux sont également très importants dans ces systèmes, puisque la main-d'œuvre est nécessaire à la production agricole ou à l'entretien des animaux, et l'organisation des systèmes repose sur les liens sociaux, avec notamment les femmes qui s'occupent de la vente du lait, tandis que les hommes s'occupent des champs ou des animaux.

L'organisation de ces systèmes s'articule autour de la variabilité saisonnière et des risques de chocs climatiques. Par conséquent, face à l'imprévisibilité de la variabilité saisonnière et à l'intensification des extrêmes climatiques, les systèmes mettent au point différentes stratégies d'anticipation, d'absorption et d'adaptation. La grille des « 3A » fut un outil particulièrement efficace pour l'analyse approfondie de ces différentes stratégies (voir Tableau 2 ci-après).



Tableau 2 : Exemples de stratégies d'anticipation, d'absorption et d'adaptation

Domaine	Anticipation	Absorption	Adaptation
Agriculture	<p>Utilisation de semences de différents cycles, selon la nature des sols et l'aspect des champs, combinée avec l'utilisation rationnelle de la fumure organique.</p> <p>Vente des animaux pour le stockage des céréales.</p> <p>Investissements dans des banques de céréales et de semences.</p> <p>Semis avant les premières pluies « Farru ».</p>	<p>Vente des animaux d'embouche.</p> <p>Cueillette, transformation et vente de produits de la brousse.</p> <p>Recours aux institutions de crédit et de microcrédit.</p> <p>Exode (surtout accentué en année de sécheresse).</p>	<p>Investissement dans un « portfolio » (une gamme) de champs dispersés dans l'espace et ayant des caractéristiques différentes (sols, aspect) associé à des pratiques de conservation des eaux et sols et à l'utilisation de la fumure.</p> <p>Investissement dans l'embouche bovine et ovine associé à la pratique de conservation des résidus de récolte et à l'achat d'aliments de bétail.</p>
Élevage	<p>Pratique de la transhumance associée à la vaccination, le déparasitage, la sélection des animaux pour la transhumance et l'achat d'aliments pour bétail (surtout pour les animaux qui ne partent pas en transhumance).</p> <p>Vente sélective des animaux (surtout mâles adultes non-reproducteurs, vieilles génisses) pour l'achat de céréales, d'aliments pour bétail, etc.</p>	<p>Vente des animaux faibles ou malades associée à l'achat de produits vétérinaires, d'aliments pour bétail ou de fourrage ou au départ d'une partie du troupeau vers des zones plus favorables (parfois transfrontalières).</p> <p>Cueillette, transformation et vente de produits de la brousse.</p> <p>Recours aux institutions de crédit et de microcrédit.</p>	<p>Aménagement des ressources pastorales, surcreusement des mares, matérialisation des pistes à bétail – associé à l'établissement de conventions locales ou à des accords personnels pour en assurer l'accès paisible.</p> <p>Pratique de la reproduction et de la vente sélective des animaux pour établir un troupeau diversifié (par espèce, race et âge/sexes) capable de mieux exploiter la variabilité et de résister aux extrêmes climatiques.</p>
Soutiens spécifiques aux femmes (systèmes agricoles)	<p>Réalisation de périmètres maraîchers irrigués et d'étangs piscicoles.</p> <p>Pratique d'embouche bovine et ovine.</p> <p>Accès au crédit pour la réalisation d'activités génératrices de revenus.</p> <p>Renforcement des capacités des femmes en techniques de production.</p> <p>Pratique de la tontine.</p>	<p>Mobilisation des revenus issus des activités génératrices de revenus.</p> <p>Vente d'animaux d'embouche.</p> <p>Cueillette, transformation et vente de produits forestiers ligneux et non ligneux.</p> <p>Recours aux institutions de microfinance.</p> <p>Exode (aides ménagères dans les villes).</p>	<p>Renforcement des capacités des femmes en techniques de conservation et de transformation.</p> <p>Accès au crédit pour la réalisation d'unités de transformation et de conservation des produits.</p> <p>Réalisation de périmètres maraîchers irrigués et d'étangs piscicoles.</p> <p>Pratique d'embouche bovine et ovine.</p> <p>Organisation en groupement (GIE, GPF...).</p> <p>Utilisation de foyers améliorés.</p>

L'analyse des stratégies d'anticipation, d'absorption et d'adaptation au sein des différents systèmes de production dans différentes zones agro-écologiques fait ressortir les points suivants :

- Certaines stratégies incluent la variabilité et l'imprévisibilité climatiques ainsi que la forte diversité des ressources et les caractéristiques primordiales de leurs zones au Sahel. Les stratégies agricoles en zone sèche qui cherchent un « portfolio » (une gamme) de champs dispersés dans l'espace, ayant des caractéristiques différentes (sol, aspect), parfois dotés d'aménagements de conservation des eaux et sols et où la fumure est appliquée en micro-dose, indiquent explicitement le fait que les pluies sont fortement localisées et imprévisibles dans le temps et l'espace. Avoir ce « portfolio » permet à l'agriculteur de mieux gérer les risques et d'assurer une récolte si les pluies sont plutôt rares et dispersées ou trop abondantes et concentrées. De la même manière, l'éleveur qui investit dans la reproduction et la vente sélective d'animaux, associées à des investissements matériels (piste à bétail) et sociaux (conventions locales) pour favoriser la mobilité, se donne l'opportunité d'accéder aux ressources pastorales d'une manière ponctuelle en fonction des conditions de la saison pluvieuse. Cette flexibilité permet à l'éleveur de bénéficier des opportunités tout en évitant les effets les plus néfastes.

- D'autres stratégies, en revanche, cherchent plutôt à « maîtriser » ou à éliminer au maximum la variabilité et l'imprévisibilité climatiques. Le développement des étangs piscicoles et l'aménagement des plaines en riziculture avec maîtrise totale de l'eau pour mieux garantir la production et mieux contrôler la productivité malgré les caractéristiques de la crue fluviale ou de la saison des pluies, en sont deux exemples. La plupart de ces stratégies requièrent des investissements financiers assez importants et une maîtrise technique assez élevée, qui sont des facteurs limitatifs pour beaucoup de familles – voir ci-dessous.

La pertinence et l'efficacité de ces approches sont à évaluer par rapport à leurs coûts-bénéfices ainsi que des questions d'équité d'accès pour différents groupes et surtout les plus vulnérables. Il serait également important d'apprécier leur pertinence dans un contexte de changement de climat plus important et sévère. Jusque-là, la plupart des stratégies qu'utilisent les populations répondent à la variabilité et aux extrêmes climatiques actuels. Elles ne prennent pas en compte les changements climatiques potentiels futurs et leurs impacts éventuels sur leurs capacités d'adaptation.

Échelle de résilience

Cet outil, très facile à mettre en œuvre et aisément compris par les populations, a permis aux participants des ateliers d'estimer leur résilience sur une échelle de 1 à 10, selon laquelle 1 indique une très faible résilience et, à l'opposé, 10 une très forte résilience (voir Tableau 3). De manière générale, le niveau de résilience estimé est assez faible, se situant entre 2 et 3,5.

Tableau 3 : Catégorisation du niveau de la résilience des systèmes de production par zone, Mopti, Mali

Cercle/Zone	Agriculture	Élevage	Pêche
Douentza (sèche et semi-humide)	2	2	2
Koro (sèche)	3	2	-
Mopti (humide)	2,5	3,5	2

L'évaluation du niveau de résilience fut l'occasion de discuter plus en détail sur les raisons pour lesquelles les participants avaient jugé de faibles niveaux de résilience. La principale raison justifiant cette faible résilience citée est que les stratégies d'adaptation des populations sont confrontées à de nombreuses contraintes :

- L'insuffisance de ressources financières pour investir dans les aménagements, constituer des stocks, acheter des animaux pour l'embouche, mettre en place un fonds de roulement, etc. La difficulté d'accès au crédit aggrave davantage la situation.
- L'insuffisance d'encadrement par les services techniques pour la mise en place des institutions de gouvernance des ressources naturelles, de maîtrise des techniques agricoles ou piscicoles, de gestion des coopératives ou associations d'entre-aide, etc.
- La difficulté d'accéder aux intrants tels que des semences de qualité (hâtives), du matériel agricole approprié, des produits phytosanitaires, une main-d'œuvre à certains moments clés, des produits vétérinaires, etc.
- La difficulté d'avoir des informations fiables et en temps voulu sur les prix des animaux, des céréales et d'autres denrées du marché, sur les prévisions et caractéristiques de la pluviométrie, le système bancaire, etc.

- Le non-respect des conventions établies pour la gestion des ressources, telles que les pistes à bétail, l'utilisation des engins non réglementés pour la pêche, etc.

L'impact de ces contraintes sur les populations, et donc sur leur degré de résilience, varie selon un certain nombre de facteurs, tels que l'état de bien-être du ménage et de ses membres, les opportunités et contraintes des zones agro-écologiques, la capacité des différentes stratégies de production à intégrer la variabilité et l'imprévisibilité sans beaucoup de moyens, de techniques ou de connaissances spécialisées, la proximité des grandes villes et l'existence d'un réseau routier et de télécommunications.

Toutefois, sur le plan pratique, l'ensemble du processus de mise œuvre de l'approche tel qu'il a été conçu (composé de sept étapes à travers des ateliers de consultations) est trop long, lourd et coûteux pour être facilement intégré dans les systèmes de planification actuels des collectivités dans un contexte hors projet. Les limites portent surtout sur :

- **Le temps imparti pour le processus** : L'utilisation de chaque outil doit aller jusqu'au bout, c'est-à-dire prévoir le temps nécessaire pour réunir le maximum d'informations. L'ensemble du processus doit durer plus de 5 jours et les étapes doivent être intercalées pour permettre une bonne capitalisation et une bonne itération du processus.

- **La facilitation et la conduite du processus en atelier.** L'application de ces outils nécessite des facilitateurs possédant non seulement une forte maîtrise des concepts de résilience, mais aussi une excellente capacité de facilitation des processus participatifs lors des ateliers. Cela est essentiel non seulement pour permettre aux représentants des communautés, et surtout ceux qui sont souvent marginalisés tels que les femmes et les jeunes, de pouvoir s'exprimer sans que d'autres représentants imposent leurs visions et analyses, mais aussi pour permettre une analyse partagée du bien-fondé, ou non, des stratégies et des investissements éventuellement proposés pour le renforcement de la résilience. De telles capacités de maîtrise des concepts de la résilience et de la facilitation sont faibles au sein des collectivités et des services techniques qui les accompagnent.
- **La qualité de la participation :** Afin d'avoir de meilleures informations sur le profil de chaque zone, les personnes invitées ou interrogées lors de l'application de ces outils doivent avoir une bonne connaissance des systèmes de production et des différentes pratiques de leur zone. Cela nécessite un travail de sensibilisation et de préparation en amont.
- **L'aspect linguistique :** Vu le niveau d'alphabétisation du milieu rural dans lequel ces outils sont appliqués pour recueillir le maximum d'informations, un effort de traduction en langues locales est nécessaire pour harmoniser la compréhension des concepts.
- **Le format des outils.** L'outil comme la théorie du changement est très technique pour les participants, ce qui explique leur faible participation. Sa finalisation doit être prise en main par l'équipe technique de modérateurs tout en assurant que les communautés comprennent la logique qui sous-tend la mise en place des actions et des investissements. Il peut constituer un moyen de suivi-évaluation pour les communautés et les programmes d'appui.



5. Conclusion

Les approches méthodologiques d'évaluation de la résilience pilotées par le projet DFC au Mali et au Sénégal cherchent à renforcer la manière dont les collectivités territoriales planifient le développement local dans un contexte de changements climatiques, tout en tenant compte de la décentralisation et des systèmes de planifications actuels.

D'une manière générale, les approches et les outils proposés ont, sur le plan technique, une réelle valeur ajoutée en ce sens qu'ils peuvent compléter le guide de planification locale, notamment par l'intégration effective de la dimension changement climatique. De plus, leur utilisation renforce davantage une approche participative, à la place de la consultation populaire jusque-là privilégiée par les élus locaux. L'usage des outils

est donc tributaire du contrôle citoyen de l'action publique. Ainsi, le bloc d'outils précité peut avoir une valeur ajoutée réelle dans la gouvernance climatique territoriale, en ce sens qu'il peut contribuer à l'efficacité d'une planification locale de l'adaptation et à une budgétisation sensible à la dimension changement climatique, tenant compte de l'aspect genre et du suivi de la résilience des populations. Toutefois, l'application de ce bloc d'outils nécessitera de profondes ruptures sur la manière dont les collectivités territoriales planifient et financent l'adaptation. L'approche « bottom-up », ou participative, sera privilégiée dans l'identification et le choix des investissements jusque-là sous l'apanage des seuls décideurs publics.



Ce niveau avancé de participation doit tenir compte de l'implication de tous les acteurs à différents niveaux. Notons qu'à ce niveau, les connaissances locales à elles seules ne suffisent pas ; elles doivent être complétées et approfondies par des connaissances scientifiques et techniques pour faire des choix appropriés dans le domaine des changements climatiques, d'où la forte implication des structures techniques qui encadrent le développement local. En effet, les connaissances scientifiques, traditionnelles, locales ou autochtones permettent, lorsqu'elles sont combinées, d'appréhender, d'interpréter et de comprendre un enjeu tel que les changements climatiques de façon plus objective. Chaque source d'information a ses points forts et ses limites. Leur combinaison permet d'équilibrer les informations et d'en tirer le meilleur parti au profit des bénéficiaires (Mercer et coll. 2009 ; Tibby et coll. 2007). Ainsi, l'approche participative recherchée doit inclure différents types de connaissances, différents acteurs à différentes échelles pour faire des choix éclairés en matière de changement climatique.

Cependant, le bloc d'outils évoqué ne traite pas suffisamment des questions d'écart de résilience au sein des communautés, par exemple au sein de groupes d'agriculteurs ou d'éleveurs.

Même si un groupe de population est exposé à un même risque climatique, les degrés de vulnérabilité des ménages qui le composent varient d'une unité à l'autre. En matière d'étude de la vulnérabilité, il est indispensable d'identifier les niveaux et seuils de vulnérabilité au sein des différents groupes sociaux pour pouvoir identifier les couches les plus vulnérables afin de les traiter avec équité. Cela est d'autant plus fondamental que cela intègre l'aspect genre dans toutes ses dimensions.

Le défi demeure de développer une approche appropriée d'enquête participative qui pourrait faire partie intégrante du système formel de planification, et donc être institutionnalisée. De tels investissements dans le temps, coûteux sur le plan financier, sont difficiles pour la majorité des collectivités locales qui ont des budgets souvent assez limités. Les opportunités qu'offrent le Fonds Vert Climat pour les institutions nationales et locales de planification pour avoir un accès direct aux fonds climat peuvent servir à promouvoir l'intégration des outils les plus pertinents au sein du système formel de planification, et par là même leur institutionnalisation.



Références

Karani, I., Brooks, N., et Fisher, S. 2015. Suivi de l'adaptation et mesure du développement : manuel de planification locale. IIED, Londres. <http://pubs.iied.org/10133FIIED/?k=tracking+adaptation+and+measuring+development>

Brooks, N., Anderson, S., Ayers, J. Burton, I. et Tellam, I. 2011. Tracking adaptation and measuring development. IIED, Londres. <http://pubs.iied.org/10031IIED/>

Cornforth, R. 2014. Climate Information Services in the Sahel : Mali and Senegal. Rapport préparé pour le consortium Near East Foundation, International Institute for Environment and Development and Innovations, Environnement, Développement-Afrique, Building Resilience and Adaptation to Climate Extremes and Disasters.

Fisher, S., Koulibaly, P., Keita, A., Denis, L., Hesse, C. et McPeak, J. 2016. Rapport de la situation de référence. Decentralising Climate Funds, Near East Foundation, Building Resilience and Adaptation to Climate Extremes and Disasters (BRACED) programme

Hesse, C., Anderson, S., Cotula, L., Skinner, J. et Toulmin, C. 2013. Gérer la vie en dents de scie : soutenir des moyens de subsistance résilients au climat dans la région du Sahel. IIED Issue Paper, IIED, Londres. <http://pubs.iied.org/11504IIED/>

Krätli, S. 2015. Valuing variability : New perspectives on climate resilient drylands development. IIED, Londres. <http://pubs.iied.org/10128IIED/>

SECK, M., Fall, M., Diop, S., Tounkara, A., 2009. Les conventions locales au Senegal, Mbédap : à l'épreuve du temps Tari, D., King-Okumu, C. et Jarso, I. 2015. Strengthening Local Customary Institutions : Étude de cas dans le comté d'Isiolo, dans le nord du Kenya. Adaptation Consortium, National Drought Management Authority, Nairobi. http://www.adaconsortium.org/images/publications/Rapid_Assessment_-_Web_Update.pdf

Mercer J., I. Kelman, S. Suchet-Pearson, K. Lloyd, 2009, Integrating indigenous and scientific knowledge bases for disaster risk reduction in Papua New Guinea. *Geografiska Annaler : Series B, Human Geography*, 91 (2), pp. 157–183.

Tibby, J., M.B. Lane et P.A. Gell, 2007, Local knowledge and environmental management : a cautionary tale from Lake Ainsworth, New South Wales, Australia. *Environmental Conservation*, 34 (4), pp. 334–341.

Organisations



Near East Foundation (NEF)

Depuis plus de 30 ans, la NEF développe des approches de type communautaire et durable pour la gestion des forêts, de la pêche, des pâturages et des terres agricoles au Mali. Depuis son bureau principal à Sévaré, l'équipe de la NEF, composée d'environ 40 professionnels, s'efforce de mettre en oeuvre des programmes communautaires multisectoriels. La gestion des projets et la surveillance de la gouvernance sont assurées depuis le siège de la NEF à Syracuse (États-Unis).



Innovation, Environnement, Développement (IED Afrique)

IED Afrique est une organisation indépendante à but non lucratif basée au Sénégal. Elle s'appuie sur une expérience de plus de 20 ans dans les pays d'Afrique de l'Ouest francophone et intervient sur les problématiques du développement durable et de citoyenneté en Afrique. L'organisation met l'accent sur les innovations méthodologiques et participatives.



International Institute for Environment and Development (IIED)

IIED est une organisation de recherche action et de politique qui promeut le développement durable en vue d'améliorer les économies locales et de protéger l'environnement sur lequel elles s'appuient. IIED est basée à Londres et travaille en Afrique, en Asie, en Amérique latine, au Moyen-Orient et dans le Pacifique.

Publié par Near East Foundation, mars 2017

Keita, A et Koulibaly, P (2017). Outils d'analyse de la résilience et planification locale sensible au changement climatique. NEF, New York.

www.neareast.org/download/materials_center/RA_Working_Paper_Fr.pdf

Near East Foundation
230 Euclid Avenue
Syracuse, New York 13210 USA

Imprimé sur du papier recyclé à base d'encre végétale.

Décentralisation des fonds climat (DFC)

La *Décentralisation des fonds climat* (DFC) appuie les populations locales au Mali et au Sénégal afin qu'elles deviennent plus résilientes au changement climatique, grâce à des fonds d'adaptation localement contrôlés.

Pour en savoir plus :

Les enseignements et données d'expérience du projet sont présentés dans plusieurs publications disponibles en ligne à l'adresse :

www.neareast.org/braced

Contacts :

Yacouba Dème : ydeme@neareast.org

Ced Hesse : ced.hesse@iied.org

Bara Guèye : baragueye@iedafrique.org

Lectures complémentaires :

Evaluer la résilience : Concilier les connaissances endogènes et la planification locale – Policy Brief
www.neareast.org/download/materials_center/DCF_Policy_Brief_Fr.pdf

Décentralisation des fonds d'adaptation au climat au Mali – Fiche d'information
www.neareast.org/download/materials_center/Decentralisation-Mali-French.pdf

Décentralisation des fonds d'adaptation au climat au Sénégal – Fiche d'information
www.neareast.org/download/materials_center/Decentralising-Senegal-French.pdf

Climate adaptation funds – Backgrounder (en anglais)
<http://pubs.iied.org/17341IIED/>

Managing the boom and bust: supporting climate resilient livelihoods in the Sahel – Issue Paper (en anglais)
<http://pubs.iied.org/11503IIED/>

Tracking Adaptation and Measuring Development: a step-by-step guide – Toolkit (en anglais)
<http://pubs.iied.org/10100IIED/>

Pour toutes les publications du projet DFC, consulter : www.neareast.org/resources/#braced

Near East Foundation, 230 Euclid Avenue,
Syracuse, New York 13210 USA

 +1 315-428-8670  info@neareast.org  www.neareast.org

Mars 2017
Working
Paper



Ce document a été financé par le département d'aide du gouvernement britannique (UK aid) ; cependant les points de vue exprimés ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles de celui-ci.

Crédits photos: Near East Foundation, Mali and IED Afrique, Senegal.